



**ESI Angers**

**ESI Rennes**

**ESI Tours**

**ESI Nantes Marsauderies**

**ESI Nantes Coulongé**

*Mail :* [cgt.disi-ouest@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.disi-ouest@dgfip.finances.gouv.fr)

*site :* <http://www.financespubliques.cgt.fr/351/>

## **Comité technique du 17 septembre 2015 – déclaration liminaire**

Plusieurs réorganisations de services sont au programme de ce comité technique.

En premier lieu, la disparition du service éditique de l'ESI de Tours. Au-delà des deux collègues concernés, le symbole est fort pour le plus petit ESI de la DiSI, qui perdra également la gestion système Z-OS dans les mois à venir.

Vous nous annoncerez la création d'un nouveau service transverse à l'ESI de Nantes Coulongé. La DiSI acte ainsi le besoin de compétences systèmes dans cet ESI – besoin qui doit pour la CGT se matérialiser par la création de postes de PSE système. Mais qui dit réorganisation ne dit pas création de postes. La création du service transverse ne résoudra donc pas le problème crucial de cet ESI comme celui des autres établissements de la DiSI – et comme l'ensemble de la DGFIP plus généralement : le manque d'effectifs.

La CGT ne jouera pas un service contre un autre. Elle prendra donc acte de cette réorganisation, sans toutefois en attendre des miracles. Elle souhaite également que soient annoncées clairement les priorités de la DGFIP : s'agit-il de renforcer une application plus sensible aux dépens d'autres moins stratégiques ?

Le pôle ressources de la DiSI sera également réorganisé. Il s'agit de faire face aux départs prévus.

Là encore, aucun miracle à attendre pour la CGT. Les chaises musicales ne combleront pas le manque d'effectifs et la surcharge de travail de la DiSI. Soulignons également l'inconfort de collègues qui s'investiront sur des sujets, dont ils pourraient être prochainement dessaisis dans le cadre des mutualisations prévues entre DiSI.

Sur ces deux dernières réorganisations, la CGT a dû faire jouer ses réseaux pour avoir quelques informations, car aucun document préparatoire n'a été fourni par la direction. Nous ne lisons pas dans le marc de café, et souhaiterions à l'avenir plus d'informations en amont de l'instance.

Parmi les sujets que nous évoquerons en questions diverses, figureront les suites données aux demandes d'inscriptions sur la BIEP (bourse interministérielle de l'emploi public) et le vivier de centrale. Lors du dernier CT, vous vous étiez engagés à informer les collègues

concernés des suites que vous donniez à leur demande. Cela n'a semble-t-il pas été fait.

On pourrait se contenter de parler de l'emploi, mais le budget est aussi à la peine à la DiSI. Les collègues qui ont dû utiliser la merveilleuse application FDD cet été ont appris que le budget était déjà dépensé à 80 % dès la moitié de l'année. Certains se demandent : la DiSI tiendra-t-elle jusqu'à la fin de l'année ?

Nous concluons cette déclaration liminaire par une rapide évocation des problématiques nationales : on le sait, les rémunérations sont bloquées depuis 2010, et la dernière proposition du gouvernement, via le PPCR, ne prévoit pas d'augmentation avant 2017. Et encore, les agents des Finances Publique risquent de ne pas en voir la couleur, car l'augmentation du point d'indice se ferait aux dépens des primes. Concernant ce PPCR, la CGT refuse cette clause léonine qui consiste pour le gouvernement à ne négocier les suites qu'avec les seules organisations qui accepteront de signer cet accord. Et que dire du risque de mobilité forcée ?

Nous pourrions parler également de l'explosion des situations de mal-être au travail, des multiples suppressions de services, qui constituent autant d'attaques contre le service public, ou encore de ce marché de dupes que constitue le projet de prélèvement à la source, via les entreprises qui in fine coûtera probablement plus cher à l'État que le système actuel. Nous pourrions évoquer les multiples attaques contre l'ensemble des salariés, les plus récentes étant la loi Macron ou les attaques contre le code du travail et la justice prudhommales.

**Faute de temps, nous rappellerons uniquement que la CGT, mais aussi Solidaires, la FSU, l'UNEF et l'UNL ont décidé d'une journée d'action intersyndicale et interprofessionnelle le 8 octobre prochain, avec pour la DiSI un appel à la grève et aux manifestations.**